

Legislative Treatment Of Legislative Omission And Its Deficiency

Abdelhameed Shehata

Teaching Assistant, Faculty of Law

South valley University, Egypt

abdelhameed@law.svu.edu.eg

Abstract: The problem of legislative deficiency raises a slew of issues, both in terms of the constitutional judiciary's scrutiny and the legislative solution. In terms of the constitutional judiciary's oversight, the Egyptian constitutional court decided to monitor the partial defects by identifying the unconstitutionality of the appeal text, which was one of the flaws. However, it abstained from overseeing the legislative abstention, believing that determining whether legislation is needed or not is at the lawmaker's discretion.

In terms of tackling legislative omission, Egypt's legislative authority is the House of Representatives, which has legislative competence as well as many other responsibilities. Following the amendment of the 2014 constitution in 2019, it established that Parliament consists of two chambers and proclaimed the Senate as the second house of Parliament aiding the House of Representatives in its competence. As a result, the Senate's engagement in dealing with legislative abstention or insufficiency considerably alleviates this problem.

Key words: Legislative Omission, Legislative Treatment, Laws, Senate, Egypt.

** I would like to provide a special thanks to my supervisor Professor Gaber Nassar, the former President of Cairo University, and professor of Public law at CU Law School. This work would not be done with this guidance and insightful comments, Thanks also to Mr. Abdelrazek Alomda, Judge at the Egyptian State Council for his advice.

Citation: Abdelhameed Shehata, Legislative Treatment Of Legislative Omission And Its Deficiency, The International Journal of Advanced Research on Law and Governance, Vol. 3, Issue 2, 2021.

© 2021, Shehata A., licensee The Egyptian Knowledge Bank (EKB). This article is published under the terms of the EKB which permits non-commercial use, sharing, adaptation of the material, provided that the appropriate credit to the original author(s) and the original source is properly given.

Traitement Législatif De L'omission Législative Et De Son Déficiência

Résumé:

La question de carence législative soulève de nombreux problèmes, en matière de contrôle de la justice constitutionnelle et de la manière d'y remédier sur le plan législatif. En termes de contrôle constitutionnelle effectif, la justice constitutionnelle égyptienne a réglé s'est contentée Contrôle de l'absence partielle en identifiant l'inconstitutionnalité du texte contesté qui a montré des insuffisances. Toutefois, il s'est abstenu de contrôler l'abstention législative, Il a estimé que l'appréciation de la nécessité ou non d'une législation relève du pouvoir discrétionnaire du législateur.

En matière de lutte contre l'abstention d'adopter une législation, la chambre des représentants est l'autorité législative en Égypte et a la compétence législative et de nombreuses autres tâches. À la suite de la modification de la Constitution de 2014 en 2019, le Parlement se compose de deux chambres et du Sénat en tant que deuxième chambre du Parlement, pour assister la Chambre des députés dans sa compétence.

Ainsi, l'entrée du Sénat dans le traitement de l'abstention législative ou de son omission résout largement ce problème, puisque compte tenu de l'oubli par le juge constitutionnel de la carence partielle qui nécessite de modifier le texte d'appel après avoir statué sur son inconstitutionnalité, ce rôle peut être joué par le Sénat, car il enquête sur l'application des textes et son impact sur les citoyens, afin qu'il puisse identifier les cas de pénurie partielle plus rapidement que la justice constitutionnelle. Quant à l'abstinence, en raison des lourdes charges de la chambre des représentants, il lui est difficile pour identifier les problèmes qui n'ont pas été organisés selon la constitution, donc le Sénat le fait à travers ses commissions pour déterminer les sujets qui n'ont pas été organisés et préparés et le soumettre à la chambre des représentants après avoir fourni de nombreuses procédures à la chambre des représentants pour prendre la décision finale à cet égard.

les mots clés : Carence législative- Prerogatives du Sénat égyptien - l'omission législative - Le contrôle de la justice constitutionnelle sur les lacunes législatives.

Introduction:

Les déficiences législatives sont divisées en déficiences partielles - les déficiences de la législation - c'est-à-dire que le législateur aborde brièvement l'objet de la réglementation. Quant à la première image - la déficience partielle - elle est soumise au contrôle de la Cour constitutionnelle suprême égyptienne. Cependant, le deuxième scénario n'est pas contrôlé par la Cour constitutionnelle suprême égyptienne afin de ne pas édicter de législation et empiéter sur la compétence de l'autorité législative, dans le respect du principe de séparation des pouvoirs. Il n'y a pas de mécanisme pour remédier à l'abstention d'adopter une législation en Egypte malgré la grande importance d'y remédier par respect des droits et libertés garantis par la constitution et qui exigent que la loi devienne effective face aux institutions de l'État.

Les raisons les plus importantes des lacunes législatives sont les charges supportées par la chambre des représentants, car elle a la compétence inhérente pour légiférer, préparer le budget général et contrôler le pouvoir exécutif. Par conséquent, le Sénat doit aider à résoudre ce problème.

Par conséquent, la meilleure solution est de combler la lacune législative sans violer le principe de séparation des pouvoirs, que certaines jurisprudences voient dans le cas de la justice constitutionnelle qui la surveille, en plus de résoudre le problème des charges pesant sur la chambre des représentants après avoir modifié la Constitution de 2014 en 2019 et stipulant que le Parlement égyptien se compose de deux chambres, le Sénat, à côté de la chambre des représentants doit accorder au Sénat la compétence de surveiller les cas d'abstention législative et ses limitations, et d'assister la chambre des représentants, qui a la compétence originelle de légiférer.

Cela est absorbé par la prérogative du Sénat, prévue par la Constitution égyptienne, qui examine et propose ce qu'il juge à l'appui des droits, libertés et devoirs publics, ce qui confère donc au Sénat un rôle important dans la vie législative, et en particulier, sur une question d'importance primordiale.

La nature de l'abstention législative, ses lacunes et leur traitement législatif seront discutés.

Premièrement: l'omission législative:

1- Le concept d'omission législative:

Les déficiences législatives sont étroitement liées à l'autorité législative compétente et aux actes législatifs qu'elle édicte. La violation de la constitution peut résulter de l'exercice par le législateur de sa compétence ou du refus du législateur d'exercer cette compétence. De l'omission d'un terme dans le texte législatif de sorte que l'arrêt n'est pas valable sans celui-ci. L'insuffisance peut résulter d'une ambiguïté affectant le texte juridique en raison de l'inexactitude de la rédaction législative ¹ ou de l'omission d'organiser le sujet dans son ensemble.

Le terme « omission législative » est l'un des termes relativement récents dans le domaine des études juridiques, et pour cette raison, il existe de nombreuses opinions jurisprudentielles concernant la définition du concept de ce terme. adresser une position législative spécifique ou son refus d'émettre une règle juridique spécifique .²

Il a également été exprimé par une partie de la jurisprudence en disant: « l'organisation par le Parlement d'une ou de plusieurs questions spécifiques d'une manière imparfaite qui peut créer un vide législatif qui est incompatible avec l'engagement du Parlement à la nécessité d'exercer sa compétence législative de la manière indiquée».³

Une partie de la jurisprudence⁴ vise à dire que la lacune législative est le manquement du législateur à son obligation de légiférer, fondée sur le devoir constitutionnel qui lui incombe en vertu des textes constitutionnels à caractère péremptoire, qui l'orientent vers la nécessité de promulguer des lois pour activer les droits et libertés contenus dans les dispositions de la constitution, et Il en fait une réalité tangible et efficace vis-à-vis des institutions de l'État. Ainsi, la carence législative exprime l'absence de régulation par le corps législatif de l'état de tous les sujets couverts par la constitution dans un délai raisonnable, malgré l'existence d'une obligation constitutionnelle de le faire.⁵

¹ د/ سري حارث عبدالكريم الشاوي - اثار النقص التشريعي ورقابة المحكمة الاتحادية العليا دراسة مقارنة- المركز العربي للنشر والتوزيع- ٢٠٢٠- مشار لدى: - ينظر : د عبدالقادر الشخلي - فن الصياغة القانونية تشريعا و فقها و قضاء - مكتبة دار الثقافة للنشر و التوزيع - عمان -١٩٩٥- ص ٤١ .

^٢ د / احمد فتحي سرور ، الحماية الدستورية للحقوق و الحريات ، دار الشروق ، ٢٠٠٠ ، ص ٢٢٦ .

^٣ د / عيد احمد الغفلول ، فكرة عدم الاختصاص السلبي للمشرع ، دار النهضة العربية ، ٢٠٠٣ ، ص ١٥٩ .

^٤ د / رمضان دسوقي شعبان ، رقابة القضاء الدستوري علي النقص التشريعي ، رسالة دكتوراه ، جامعة حلوان ، ص ٢٣ مشار اليه لدى : د . عزاوي عبد الرحمن ، ضوابط توزيع الاختصاص بين السلطتين التشريعية والتنفيذية ، دراسة مقارنة في تحديد مجال كل من القانون واللائحة ، الجزء الأول ، دار الغرب للنشر والتوزيع ، ٢٠٠٩ ص ٤٦ ؛ مشار إليه لدى : أ . كلال زهرة ، النقص التشريعي والرقابة الدستورية عليه ، دراسة مقارنة ، اطروحة ماجستير ، كلية الحقوق والعلوم السياسية ، جامعة أبو بكر بلقايد ، تلمسان ٢٠١٢/٢٠١٣ ، ص ١٥ .

The Manuel EDUARDO GONGORA MERA , Inter - American judicial constitutionalism : °
On the Constitutional Rank Of Human Rights Treaties in Latin America through National and Inter - American Adjudication , I.I.D.H ,2011 p.50.

Quant à la notion judiciaire d'imperfection législative, la magistrature constitutionnelle en France et en Égypte n'a pas abordé la notion d'imperfection législative, car la définition des définitions n'est pas une fonction de la magistrature, mais elle a utilisé de nombreux termes et expressions qui expriment l'idée d'imperfection législative dans plusieurs de ses dispositions, soulignant que L'organisation législative mineure constitue en elle-même une violation constitutionnelle, que cette organisation mineure représente ce que le texte législatif contesté ne comprenait pas d'une disposition qu'elle aurait dû inclure ou ce qu'elle incluait d'une mineure disposition.¹

Par exemple, la Cour constitutionnelle suprême égyptienne a statué que l'incapacité de la deuxième clause de l'article 196 de la loi n° 17 de 1983 était inconstitutionnelle, car elle n'incluait pas l'exclusion de la période de conscription de la période de quatre ans spécifiée comme maximale pour la période de formation, qui est comptée dans la période stipulée pour le droit à la pension.²

La Cour constitutionnelle suprême a également jugé l'inconstitutionnalité de l'incapacité du premier alinéa de l'article deux de la loi 144 de 2006 concernant la réglementation de la démolition des bâtiments et des installations qui ne risquent pas de s'effondrer, en ce qu'elle n'a pas inclus dans la détermination des règles et règlement d'estimation de l'indemnisation déterminée et de son versement aux ayants droit, et ainsi le tribunal a décidé Le texte d'appel a omis de préciser les contrôles d'estimation de l'indemnisation, ce qui a conduit à l'inconstitutionnalité de cette lacune qui a entaché le texte d'appel.³

En Espagne, la Cour constitutionnelle, dans sa décision n° 26/82/1982 du 13 mai 1982, a déclaré que l'omission législative ne se produit que dans les cas où la constitution oblige le législateur à organiser des règles législatives pour l'élaboration des textes constitutionnels, et le législateur ne fait pas cela; Le même tribunal est également allé dans sa décision n° 98/80 rendues le 29 juillet 1985, qu'il n'est pas possible de conclure qu'une règle est inconstitutionnelle en raison de l'absence de réglementation d'une question particulière à moins qu'il

¹ د/ شادي محمد صلاح ، دار النهضة العربية ، القاهرة ٢٠١٩، ص٣٢٦.

^٢ حكم المحكمة الدستورية العليا في القضية رقم ٤٤ لسنة ٢٨ قضائية "دستورية" بجلسة ١٣/١٠/٢٠١٨، الموسوعة الذهبية، المجلد الاول ص٣٧١.

^٣ حكم المحكمة الدستورية العليا في القضية رقم ٣٩ لسنة ٣٩ ق. د. جلس ٢/٣/٢٠١٩، الموسوعة الذهبية، المجلد الاول ص٣٧١.

n'existe un mandat constitutionnel explicite qui vise à légiférer cette règle par elle-même, et non une autre règle.¹

2- Distinguer l'omission législative des autres termes :

Afin de se familiariser avec l'idée de carence législative, il est nécessaire de la distinguer de certains des termes qui en sont proches, et les termes qui en sont proches incluent l'incompétence négative ou le vol de compétence.

- *Distinguer entre déficience législative et absence de compétence négatif du législateur :*

Une partie de la jurisprudence est allée définir l'absence de compétence négatif du législateur comme « le Parlement a abandonné sa compétence législative telle que définit par les règles constitutionnelles d'autres autorités ».²

Les cas de compétence négative du législateur sont représentés dans trois cas: Le premier cas est le cas de dépassement excessif ou de dépassement du mandat législatif, lorsque le législateur saisit le processus de délégation législative comme une opportunité pour se décharger de ses compétences législatives, de sorte qu'il délègue excessivement ses compétences à l'exécutif ou tolère de définir les contrôles de délégation, le second cas renvoi excessif de l'autorité législative à l'exécutif avec les interventions de l'exécutif dans les domaines de sa compétence exclusive pour légiférer en cas de nécessité ou de circonstances exceptionnelles.³

La justice constitutionnelle en Egypte et en France s'est prononcée sur le contrôle de ces images, notamment la décision du Conseil constitutionnel français rendue le 26 janvier 1967 AD inconstitutionnelle de certains textes d'un projet de loi relatif à la justice, lorsque le législateur a laissé sa compétence à une liste de questions qui relevaient à l'origine de la compétence de la loi en violation de l'article (64) de la Constitution française de 1958, qui dispose qu'« une loi fondamentale définit le système de base des juges». Le projet de loi portait sur la nomination de certains juges à la Cour de cassation pour une durée

¹ د / رمضان دسوقي شعبان ، رقابة القضاء الدستوري علي النقص التشريعي ، رسالة دكتوراه ، جامعة حلوان ، ص ٢٦ ، أيضا انظر :

-Juan Luis Requejo Pages , The problems of legislative omission iN constitutional jurisprudence , op .cit , p.14 op . cit , pp.14 and 24.-

² د / عيد احمد الغفلول ، فكرة عدم الاختصاص السلبي للمشرع ، مرجع سابق ، ص ٥٠ .
³ د . شلدي محمد صلاح ، حدود رقابة القاضي الدستوري علي السلطة التقديرية للمشرع ، دار النهضة ، ٢٠١٩ ، ص ٣٣٣ .

de dix ans, afin d'assister les conseillers de cette cour, mais il était laissé à la liste des nominations permanentes des juges des tribunaux.

Depuis le prononcé de cette décision, le Conseil constitutionnel français n'a pas hésité à s'opposer à toute tentative du législateur d'abdiquer ou de renoncer à l'exercice de ses pouvoirs constitutionnels au profit de l'exécutif ou du judiciaire sous couvert de réglementation législative, pour violation des règles de compétence établie dans la Constitution.¹

Depuis le prononcé de cette décision, le Conseil constitutionnel français n'a pas hésité à s'opposer à toute tentative du législateur d'abdiquer ou de renoncer à l'exercice de ses pouvoirs constitutionnels au profit de l'exécutif ou du judiciaire sous couvert de réglementation législative, pour violation des règles de compétence établie dans la constitution.²

Quant à la situation en Égypte, la Cour suprême constitutionnelle a reconnu ces images et a statué sur son jugement condamnant le comportement du législateur en renonçant et en renonçant à la compétence législative du pouvoir exécutif dans des cas autres que ceux établis par la loi, y compris son jugement sur la liberté de circulation, qui a jugé que le texte de l'article (11) de la décision du Président était inconstitutionnel de la République par la loi n° 97 de 1959, laquelle stipulait que « par décision du ministre de l'Intérieur, pour des motifs importants qu'il juge opportuns, il peut refuser d'accorder ou de renouveler un passeport, et il peut retirer le passeport après l'avoir donné ».³

Après avoir clarifié l'idée de compétence négatif du législateur, il faut préciser la distinction entre cette idée et l'idée de carence législative:

D'une part, l'absence de compétence négatif du législateur signifie que le comportement du législateur viole les règles de compétence spécifiées dans la constitution, puisqu'il a renoncé à l'exercice de sa compétence et a confié l'ensemble de la question à une autre autorité non compétente sans base de la constitution, alors que la déficience législative ne signifie pas que le législateur viole les règles de compétence établies dans la constitution, mais plutôt qu'il a exercé sa compétence lui-même, mais il a omis de le faire en négligeant un certain aspect de l'objet de la réglementation⁴, soit il n'a pas exercé sa compétence et n'a pas attribué le sujet à une autre autorité - la carence législative totale -.

¹ د / عبيد احمد الغفلول ، فكرة عدم الاختصاص السلبي للمشروع ، مرجع سابق ، ٢١٣ وما بعدها .

² حكم المحكمة الدستورية العليا في الدعوي رقم ٢٤٣ لسنة ٢١ ق . د ، جلسة ١٤ / ١١ / ٢٠٠٠ ، الجريدة الرسمية ، العدد (٤٦) في ١٦ / ١١ / ٢٠٠٠ ، ص ٣٦٤٧ - ٣٦٥٢ .

^٤ د / عبدالحفيظ الشيمي ، رقابة النقص التشريعي في قضاء المحكمة الدستورية العليا ، دار النهضة العربية ، ص ٢٤ .

En revanche, le fondement juridique du contrôle tant sur la carence législative que sur l'absence de compétence négatif n'est pas le même. En ce qui concerne l'idée de compétence non négatif, nous constatons que le fondement du contrôle est le principe de singularité législative. avec des questions spécifiques, puis la loi viole les règles de compétence si la loi laisse ces sujets à l'autorité de régulation.¹

Alors que la base du contrôle de la lacune législative est la violation par la législation du principe de la suprématie de la constitution d'une part, et la violation des garanties établies par la constitution pour protéger les droits et libertés importants d'autre part.²

3- Classification des lacunes du droit:

La littérature juridique nationale distingue plusieurs types de lacunes du droit. En voici la division habituelle :

- 1- L'omission partielle
- 2- L'omission totale.

Certains définissent **l'omission législative partielle** comme la réglementation d'un sujet par le législateur, mais il s'agit d'une réglementation mineure et insuffisante du sujet constitutionnel d'une manière qui limite l'efficacité du sujet,³ car le législateur édicte une loi, mais elle n'est pas exhaustive dans tous les aspects du sujet, ou est déficiente dans la formulation, qui est entaché d'une violation constitutionnelle, ou a une ambiguïté dans ses textes. La justice constitutionnelle égyptienne a eu l'habitude de surveiller cette lacune et plusieurs décisions ont été rendues à cet égard.⁴

Quant à **l'omission législative totale**⁵, certains la définissent comme le silence sur la réglementation d'un sujet tel que stipulé dans la constitution, ou l'absence d'intervention du législateur pour réglementer un sujet spécifique, la justice constitutionnelle égyptienne ne contrôlant pas ce type de carence. car il est au

¹ د/ عيد احمد الغفلول ، فكرة عدم الاختصاص السلبي للمشرع ، مرجع سابق ، ص ٣٧-٣٨.
² د/ عوض المر ، رقابة الشرعية الدستورية ، مركز رينيه - جان دبوي للقانون والتنمية ٢٠٠٣ - ص ١٤١٦.
³ د/ فتحي سرور ، الحماية الدستورية للحقوق والحريات ، دار الشروق ، ١٩٩٩ ، ص ٢٥٩.
⁴ حكمت المحكمة في الدعوي رقم ١٢٥ لسنة ٣٥ دستورية بجلسة ٢٠١٨/١١/٣ "أولا بعدم دستورية نص المادة (١٠٤) من قانون مجلس الدولة فيما تضمنه من قصر الاختصاص بنظر الطلبات و المنازعات المتعلقة برجال مجلس الدولة علي درجة واحدة . ثانياً....."

⁵ مثال علي النقص الكلي في التشريع المصري ما نص عليه الدستور في المادة ٢٣٩ علي (يصدر مجلس النواب قانون بتنظيم قواعد نذب القضاة وأعضاء الجهات و الهيئات القضائية بما يضمن إلغاء النذب الكلي و الجزئي لغير الجهات القضائية أو اللجان ذات الاختصاص القضائي وذلك خلال مدة لا تتجاوز خمس سنوات من تاريخ العمل بهذا الدستور .)

cœur du pouvoir discrétionnaire du législateur, que là où il n'y a pas de lien entre la nécessité d'une loi et sa constitutionnalité.¹

La Cour suprême constitutionnelle égyptienne a confirmé la réglementation des droits confiés au législateur, et son utilisation de sa compétence à cet égard était une licence à exercer chaque fois que l'intérêt public l'exigeait et au moment qu'il jugeait approprié. Plus tard, il était inconstitutionnel.²

La jurisprudence constitutionnelle différait quant à la surveillance de l'omission totale, bien que certains systèmes juridiques, comme le Portugal, aient explicitement approuvé le contrôle de celle-ci.

Là où ceux qui rejettent le contrôle de la justice constitutionnelle voient le manque total de légalité de la fonction de la justice constitutionnelle, et quant à l'absence totale de l'organisation législative, il n'est pas facile de dire que le contrôle s'étend à elle, car cela signifie que le juge constitutionnel se substitue à l'autorité législative dans l'appréciation de nombreuses choses, ce qui viole le principe de séparation des pouvoirs,³ ainsi qu'il n'y a aucun lien entre la nécessité d'une législation et sa constitutionnalité, qui est contrôlée par le juge constitutionnel.⁴

Quant à la tendance en faveur du contrôle judiciaire sur la carence législative, elle voit que l'autorité législative est obligée de combler le besoin de la société d'une législation qui règle sa vie et ses transactions en vertu des dispositions de la Constitution, en confirmation de sa souveraineté, conformément avec le principe de séparation des pouvoirs et le principe de répartition des compétences, et de garantir les droits et libertés contenus dans la Constitution. il, alors il n'y a pas de place pour la discussion de son pouvoir discrétionnaire à ce moment-là, mais plutôt il commettra une violation constitutionnelle s'il ne met pas en œuvre l'obligation constitutionnelle.⁵

Ici, l'importance du rôle du Sénat dans l'assistance de la Chambre des représentants, qui est constituée du Parlement égyptien, car il est impliqué dans la résolution qualitative de la carence législative, ce traitement vient de l'autorité législative qui a la compétence d'origine de légiférer et il n'y a pas d'ingérence

¹ م. د / عبدالعزيز سالم، رقابة النقص في القضاء الدستوري، المجلة الدستورية، العدد الخامس عشر، السنة السابعة، ابريل ٢٠٠٩، ص ٥٩. ويراجع ايضا حكم المحكمة الدستورية العليا في الدعوي رقم ٧ لسنة ١٤ "منازعة تنفيذ" جلسة ١٩/٦/١٩٩٣، الجزء الخامس، ص ٥٢٣.

² حكم المحكمة الدستورية العليا في القضية رقم ١٩٣ لسنة ١٩ ق د جلسة ٥/٦/٢٠٠٠، الجزء ٩، ص ٥٤٨.

³ د / محمد فريد المشايخ، رقابة القضاء الدستوري للنقص التشريعي، دار النهضة المصرية، ٢٠٢١، ص ٨٣.

⁴ د / شادي محمد صلاح، حدود رقابة القاضي الدستوري علي السلطة التقديرية للمشرع، دار النهضة العربية، ٢٠١٩، ص ٣٣٠.

⁵ د / محمد فريد المشايخ، رقابة القضاء الدستوري للنقص التشريعي، دار النهضة المصرية، ٢٠٢١، ص ٨٦.

d'une autorité dans les compétences d'une autre autorité, en prenant en compte Lors de l'entrée à la Chambre des représentants pour combler la lacune législative, ses fonctions sont consultatives, et c'est ce dont nous discuterons à l'avenir.

Deuxièmement- le traitement législatif de la lacune législative:

Après que la constitution égyptienne a été amendée en 2019 et que le parlement égyptien se compose de deux chambres, la Chambre des représentants et le Sénat, le Sénat doit avoir un véritable rôle dans la vie législative, et remplir le rôle souhaité de travailler pour atteindre son objectif en étant un adjoint à la Chambre des représentants en compétence législative, C'est la question de la carence législative en cause.

Il a également été démontré dans le passé que la jurisprudence divise la lacune législative en une omission partielle - une lacune de la législation - à savoir que le législateur traite le sujet de la réglementation de manière brève. Cour suprême, mais le deuxième tableau - l'omission totale - n'est pas contrôlé par la Cour constitutionnelle suprême égyptienne afin de ne pas émettre de législation et d'empiéter sur la compétence et la discrétion de l'autorité législative dans le choix du moment approprié pour émettre une législation, en ce qui concerne le principe de séparation des pouvoirs Il n'y a actuellement aucun moyen de remédier à la carence totale en Egypte malgré la grande importance d'y remédier dans le respect des droits et libertés garantis par la constitution, qui ont besoin d'une loi pour devenir effective face aux institutions étatiques .

En examinant les sujets que le législateur n'a pas réglementés en fonction de ce à quoi la constitution est obligée, nous constatons qu'il n'avait pas l'intention dans beaucoup d'entre eux de ne pas les organiser, mais en raison des lourdes charges confiées à la Chambre des représentants de la part du l'autorité de la législation, l'approbation de la politique générale de l'État, le plan général de développement économique et social, et le budget général L'État, et exerce un contrôle sur le travail de la branche exécutive, et d'autres charges effectuées par la Chambre des représentants.

Par conséquent, la meilleure solution pour combler l'omission législative totale sans violer le principe de séparation des pouvoirs, que certaines jurisprudences voient dans le cas de la magistrature constitutionnelle la surveillant ou enfrenant le pouvoir discrétionnaire du législateur en plus de résoudre le problème des charges pesant sur la Chambre des représentants est d'accorder au Sénat la compétence de contrôler les cas de lacunes législatives totales au Sénat

Et d'assister la Chambre des représentants, qui a la compétence initiale de légiférer en la matière, car elle - le Sénat - est l'un des deux chambres du Parlement en Égypte. Et supprimer les lacunes qu'il contient comme indiqué dans la décision et l'envoyer à la Chambre des représentants pour prendre la décision finale à ce sujet.

Ceci est conforme au texte de l'article (248) de la Constitution de 2014 et de ses amendements en 2019 et de l'article 7 de la loi sur le Sénat qui :

"Le Sénat se préoccupe d'étudier et de proposer ce qu'il juge nécessaire pour consolider les fondements de la démocratie, soutenir la paix sociale, les composantes de base de la société, ses valeurs suprêmes, ses droits, ses libertés et ses devoirs publics, approfondir le système démocratique et étendre ses des champs".

L'article (1) du règlement intérieur du Sénat stipule que « Le Sénat est l'une des deux chambres du Parlement, et il exerce ses compétences prévues par la Constitution et par la loi - et dans le présent règlement, dans un cadre de coopération entre les deux chambres ."

Après examen des deux textes précédents, nous constatons que le Sénat est l'une des deux chambres du Parlement et appartient à l'autorité législative. Lorsqu'il se voit conférer le pouvoir de contrôler les cas de carences totales et partielles résultant de l'autre chambre, nous ne sommes pas va violer le principe de séparation des pouvoirs, que redoute la magistrature constitutionnelle en cas de contrôle des cas de carences législatives totales ou d'atteintes législatives. pouvoirs stipulés dans la constitution, dans la loi et dans ses règlements dans le cadre de la coopération avec la Chambre des représentants.

Il est nécessaire de trouver un moyen de coopérer sur la question de la déficience législative en raison de son importance car elle concerne les droits et libertés prévue par la Constitution, et le Sénat n'empiète pas sur le pouvoir discrétionnaire du législateur, car en plus d'appartenir à l'autorité législative, son rôle n'excède pas son adjoint, la Chambre des représentants, qui a la compétence d'origine pour légiférer.

Ainsi, nous avons éliminé l'une des raisons les plus importantes de l'omission législative, qui est le grand nombre de charges imposées à la Chambre des représentants. Le pouvoir de légiférer, d'approuver la politique générale de l'État et d'exercer un contrôle sur la travail du pouvoir exécutif, le tout de la manière prévue par la Constitution.

Outre sa compétence pour légiférer, la Chambre des représentants adopte la politique générale de l'État et exerce un contrôle sur les travaux du pouvoir

exécutif par l'interrogation et la clarification. Il ne fait aucun doute que l'exercice de ces compétences affecte la première compétence de la Chambre des représentants, qui est la législation, qui apparaît en réalité sous la forme de la déficience législative que nous traitons.

- ***L'étendue de la constitutionnalité du traitement législatif de l'omission législative :***

L'article (248) de la Constitution de 2014 et ses amendements de 2019 stipule :

" Le Sénat a le souci d'étudier et de proposer ce qu'il juge nécessaire pour consolider les fondements de la démocratie, soutenir la paix sociale, les composantes fondamentales de la société, ses valeurs suprêmes, ses droits, ses libertés et ses devoirs publics, approfondir le système démocratique et élargir ses domaines."

Article (1) des statuts du Sénat :

" Le Sénat est l'une des deux chambres du Parlement, et il exerce ses pouvoirs prévus par la Constitution, la loi et le présent règlement dans le cadre de la coopération entre les deux chambres. "

Article 3 du règlement intérieur du Sénat

" Le Sénat a le pouvoir d'étudier et de proposer tout ce qu'il juge utile pour :

- *Consolider et renforcer les fondements de la démocratie, en particulier les élections, les partis politiques et les organisations de la société civile, défendre les valeurs de compétitivité politique et d'acceptation mutuelle, et autonomiser les femmes et les jeunes.*
- *Soutenir la paix sociale dans ses différents domaines, notamment le respect des principes de citoyenneté, de justice sociale et de liberté d'expression (anti-discrimination, lutte contre les grands crimes organisés tels que le terrorisme, les conflits tribaux, sectaires et de vengeance).*
- *Soutenir les valeurs supérieures de la société, en particulier celles stipulées dans la première partie de la Constitution.*
- *Soutenir les composantes sociales, économiques et culturelles de la société, en particulier celles stipulées au chapitre deux de la Constitution.*
- *Soutenir les droits, libertés et devoirs publics, notamment ceux stipulés au chapitre III de la Constitution."*

Étant donné que l'omission du Parlement d'organiser l'objet du texte de la Constitution est une dérogation aux droits et libertés stipulés par cette dernière, et que la Constitution a donné au Sénat, dans l'article précité, le droit d'étudier et

de proposer ce qu'il juge nécessaire pour consolider les fondements de la démocratie, soutenir les droits, les libertés et les devoirs publics, approfondir le système démocratique et élargir ses domaines. Ainsi, il peut avoir un rôle à jouer en abordant ce que la Chambre des représentants a négligé en réglementant un sujet spécifique qui a été stipulé dans la constitution, en étudiant ces sujets qui ont été négligés par la Chambre des représentants et en proposant de les organiser en préparant un projet de loi pour chaque sujet qui a été négligé et soumis à la Chambre des représentants des représentants qui ont la compétence initiale pour légiférer pour le promulguer, c'est quant à l'omission totale.

Quant à l'omission partielle, le Sénat examine l'effet de l'application des lois sur les citoyens.¹ S'il découvre qu'il existe une loi ambiguë dans sa formulation ou qu'il y a une lacune dans son organisation, il la traitera et la préparera à nouveau après avoir corrigé la lacune et l'avoir soumise à la Chambre des représentants pour prendre la décision finale sur et le soumettre au Parlement.

Bien qu'il ressorte clairement du texte de l'article (248) de la Constitution que la compétence du Sénat est consultative en matière législative,² et que le Sénat n'a pas le pouvoir d'adopter et de promulguer des lois, il peut néanmoins avoir un rôle à jouer pour combler les lacunes législatives des deux types, qu'elles soient totales ou partielles, en identifiant les problèmes que la Chambre des représentants a négligé de traiter ou ont été traités, mais de manière incomplète, et rédiger un projet de loi et le transférer à la Chambre des représentants pour sa promulgation et sa délivrance.

Cette compétence conduit à maximiser le rôle du Sénat dans la vie parlementaire, puisqu'il est la deuxième chambre du Parlement et comprend des élites de spécialistes et de personnes expérimentées qu'il faut exploiter dans la vie parlementaire,³ comme certains voient l'absence de nécessité pour le Sénat à

¹ مادة ٦٢ من اللائحة الداخلية لمجلس الشيوخ علي انه " تتقصى كل لجنة من اللجان النوعية آثار تطبيق القوانين التي تمس مصالح المواطنين الأساسية والمتعلقة بنطاق اختصاصها، كما تدرس الأثر التشريعي لهذه القوانين، وتبحث مدى اتفاق القرارات المنفذة لها مع أهداف القانون، وعليها أن تقدم تقريراً إلى رئيس المجلس بنتائج متابعتها والاقتراحات التي تراها في هذا الشأن، ولمكتب المجلس أن يستطلع رأي اللجنة العامة في هذه التقارير لاتخاذ الإجراءات المناسبة في شأنها.

² د / رمزي الشاعر ، النظام الدستوري المصري ، ٢٠٢٠ ، ص ١٠٦١ .

³ نصت المادة ٢٥١ من دستور ٢٠١٤ وتعديلاته على شروط خاصة في اعضاء مجلس الشيوخ لا تشترط توافرها في اعضاء النواب وهي " يشترط فيمن يترشح لعضوية مجلس الشيوخ أو من يعين فيه أن يكون مصرياً متمتعاً بحقوقه المدنية والسياسية ، حاصلًا علي مؤهل جامعي أو ما يعادله علي الأقل ، ألا تقل سنه يوم فتح باب الترشح عن خمس و ثلاثين سنه ميلادية . " حيث يتضح فيما يتعلق بشرط المؤهل او السن انه يراد من مجلس الشيوخ ان يضم نخبة و قامات اصحاب خبرات .

côté de la Chambre des représentants car il n'a que des compétences consultatives.¹

En outre, les pays qui s'appuient sur le système parlementaire bicaméral ont toujours pour objectif d'atteindre et de parachever l'équilibre législatif au sein de l'État. les définit,² parce que la Chambre des représentants porte une lourde charge, comme nous l'avons mentionné précédemment, elle n'a donc pas une grande opportunité d'identifier et d'organiser les sujets qu'elle a négligés dans le passé, voici le rôle Le Sénat détermine ces sujets, les discute, les prépare et les envoie à la Chambre des représentants pour publication.

Ainsi, le Sénat a un rôle majeur dans le traitement de l'une des questions d'importance, car il allège le fardeau de la Chambre des représentants le processus d'identification et de préparation de ces sujets et en contournant l'étape d'étude et de discussion et tout ce qui précède l'étape de vote et d'émission, et ce rôle du Sénat est conforme au texte de l'article (62) de son règlement intérieur. Le Sénat a un vrai rôle dans le processus législatif, et c'est ce que certains participants ont recherché en définissant le mandat du Sénat devant la Commission des affaires constitutionnelles et législatives.³

La relation entre le Sénat et la Chambre des représentants est une relation d'intégration et de coopération pour enrichir la vie parlementaire en Égypte. La relation entre eux est que le Sénat étudie et exprime son opinion, et la Chambre des représentants prend la décision finale et promulgue la législation. Parlementaire la vie en Egypte a besoin de cette coopération en raison du grand nombre de législations attendues et de son importance en cette période.⁴

Cette relation de coopération se retrouve dans la majorité des pays où le pouvoir législatif est bicaméral. Les États-Unis d'Amérique ont un Congrès bicaméral, le Sénat et la Chambre des représentants. Il stipule dans l'article premier que tous les pouvoirs législatifs accordés dans la Constitution sont dévolus au Sénat et à la Chambre des représentants.⁵ Les deux ont un rôle réel dans le processus

¹ د / رمزي الشاعر ، النظام الدستوري المصري ، ٢٠٢٠ ، مرجع سابق ، ص ١٠٦١ .
^٢ د / أشرف السعيد مبارك ، دور مجلس الشيوخ في النظام الدستوري المصري ، كلية الحقوق جامعة السادات ، ٢٠٢٠ .
^٣ مادة ٦٢ من اللائحة الداخلية لمجلس الشيوخ علي انه " تتقصى كل لجنة من اللجان النوعية آثار تطبيق القوانين التي تمس مصالح المواطنين الأساسية والمتعلقة بنطاق اختصاصها، كما تدرس الأثر التشريعي لهذه القوانين، وتبحث مدى اتفاق القرارات المنفذة لها مع أهداف القانون، وعليها أن تقدم تقريراً إلى رئيس المجلس بنتائج متابعتها والاقتراحات التي تراها في هذا الشأن، ولمكتب المجلس أن يستطلع رأي اللجنة العامة في هذه التقارير لاتخاذ الإجراءات المناسبة في شأنها .
^٤ د / رمزي الشاعر ، النظام الدستوري المصري ، ٢٠٢٠ ، مرجع سابق ، ص ١٠٦١ .
^٥ د / أشرف السعيد مبارك ، دور مجلس الشيوخ في النظام الدستوري المصري ، كلية الحقوق جامعة السادات ، ٢٠٢٠ .

législatif, car lorsque la constitution stipule les pouvoirs législatifs, elle les transmet au Congrès, qui se compose des deux chambres.¹

Puisqu'aux États-Unis d'Amérique, les deux chambres du parlement exercent le pouvoir législatif sur un pied d'égalité, à l'exception du domaine fiscal, de sorte que le droit de proposer revient à la Chambre des représentants, et la plupart des lois proviennent de la Chambre des représentants.

Si les deux chambres sont en désaccord sur un projet de loi, la procédure suivie consiste alors à former une commission appelée Commission de la Conférence composée de représentants des deux chambres essayant d'élaborer un projet de loi unifié approuvé par la Chambre des représentants puis le Sénat. Chambre des députés, le Sénat peut proposer l'introduction d'amendements, comme dans tous les autres projets de loi.²

Cette relation n'est pas amoindrie par la disparité des pouvoirs de l'une des deux chambres par rapport à l'autre, car chacune d'elles a un rôle dans la vie parlementaire selon ses différentes spécialisations, car c'est l'une des caractéristiques du système américain tel que stipulé dans la constitution, qui est le Sénat dont les pouvoirs sont supérieurs à la Chambre des représentants.³

Il ressort clairement des pouvoirs conférés par la Constitution au Sénat, où le quatrième alinéa de l'article premier de la Constitution des États-Unis d'Amérique publiée en 1778 avec ses derniers amendements en 1951 stipule que "... autorité pour juger toutes les accusations de déloyauté..... ". Ainsi, la Constitution américaine distingue le Sénat dans certaines juridictions de la Chambre des représentants.

Quant à la Constitution égyptienne, dans ses récents amendements en 2019, le Sénat est revenu à la vie parlementaire en tant que deuxième chambre du Parlement et a stipulé aux articles 248 et 249 les compétences du Sénat, générales et autres compétences importantes.⁴

¹ نصت الفقرة الاولى من دستور الولايات المتحدة الامريكية الصادر سنة ١٧٧٨ مع اخر تعديلاته سنة ١٩٥١ علي " جميع السلطات التشريعية الممنوحة في هذا الدستور تحول لكونجرس الولايات المتحدة أن يتألف من مجلس للشيوخ واخر للنواب ". ونصت الفقرة الثامنة من المادة الاولى من الدستور الامريكي المشار اليه سابقا علي " للكونجرس سلطة فرض الضرائب و الغرامات و الرسوم و المكوس و جبايتها و عليه أن يدفع الديون ، وأن يتأهب الدفاع العام و لصون المصلحة العامة للولايات . ولكن جميع الغرامات و الرسوم و المكوس يجب أن تكون علي نمط واحد في جميع أنحاء الولايات المتحدة" .

^٢ د / حسن سيد أحمد اسماعيل ، النظام السياسي للولايات المتحدة الامريكية و انجلترا ، جامعة ام درمان ، كلية الدراسات الاجتماعية ، دار النهضة العربية.

^٣ مرجع سابق.

^٤ نصت المادة ١٠١ من دستور ٢٠١٤ المصري علي " يتولى مجلس النواب سلطة التشريع ، وإقرار السياسة العامة للدولة ، و الخطة العامة للتنمية الاقتصادية ، و الاجتماعية ، و الموازنة العامة للدولة ، ويمارس الرقابة علي أعمال السلطة التنفيذية ، وذلك كله علي النحو المبين في الدستور " .

Par conséquent, le Sénat doit avoir un rôle actif en assistant la Chambre des représentants dans ses compétences, notamment dans la compétence principale, qui est la compétence législative, et en particulier dans la déficience législative spécifique.

Qu'il s'agisse de l'omission partielle, en identifiant les insuffisances des textes émis par la Chambre des représentants après leur parution lors de son application ou après le contrôle de celle-ci par la Cour suprême constitutionnelle et statuant sur l'inconstitutionnalité d'un texte particulier en ce qui n'était pas inclus dans un aspect qui a été omis dans le texte législatif¹ ou dans lequel Il comprend des lacunes dans une chose particulière² et son traitement.

Ainsi, nous avons ajouté une solution nouvelle et efficace pour remédier à l'omission partielle³ et ce problème se pose lors de l'application des décisions rendues pour l'inconstitutionnalité de l'omission contenue dans le texte, car dans ce cas l'effet du jugement ne peut être exécuté sauf si la restriction ou la condition à laquelle est attachée la constitutionnalité du texte est claire au texte afin de devenir constitutionnel comme l'arrêté l'a précisé.⁴ Le texte devient constitutionnel et il est ajouté et le texte est ensuite renvoyé à la Chambre des représentants pour rééditer le texte contesté.

Quant à la pénurie totale, son rôle est mis en évidence en identifiant les sujets qui n'étaient pas réglementés par la Chambre des représentants malgré la stipulation de la Constitution à leur sujet, en les organisant et en les envoyant, dans les deux cas, que ce soit en cas de pénurie totale ou partielle pénurie - à la

¹ حكمت المحكمة في الدعوى رقم ١٠٩ لسنة ٣٣ قضائية "دستورية" بجلسة ٢٠١٧/٥/٦ " بعدم دستورية نص البند (ج) من ثانيا " من المادة (٧٥) من القانون رقم ٩٠ لسنة ١٩٤٤ بالرسوم القضائية و رسوم التوثيق في المواد المدنية فيما لم يتضمنه من وضع ضوابط وأسس موضوعية لنظام التحري عن القيمة الحقيقية للأراضي المعدة للبناء الكائنة في ضواحي المدن ، وتحصيل رسم عن الزيادة التي تظهر في هذه القيمة " - الموسوعة الذهبية للقضاء الدستوري المصري - المجلد الاول - ص ٣٧٠.

^٢ حكمت المحكمة في الدعوى رقم ٢١٤ لسنة ٣٢ قضائية "دستورية" بجلسة ٢٠١٦/١٠/١ " بعدم دستورية نص المادة ١٩ من لائحة العاملين بالهيئة القومية للبريد الصادر بقرار وزير النقل والمواصلات و النقل البحري رقم ٧٠ لسنة ١٩٨٢ ، فيما تضمنه من قصر نطاق تطبيق أحكامه علي العاملين بالهيئة الذين يحصلون أثناء الخدمة علي مؤهل علمي أعلى " - الموسوعة الذهبية للقضاء الدستوري المصري - المجلد الاول - ص ٣٧٠.

^٣ حيث انه عند معالجة القضاء الدستوري للنقص التشريعي الجزئي فإنه يسلك احدى الطريقتين إما المعالجة الثنائية وفي هذه الحالة يكفي القضاء الدستوري-جهة الرقابة - بمجرد الكشف عن وجود اغفال تشريعي ويترك للمشروع امر وضع تنفيذ الحكم بإصدار تشريع يتلافى فيه اسباب عدم الدستورية وهو ما يعرف بالمعالجة الثنائية للنقص التشريعي أو ان يتدخل القضاء الدستوري بوضع الضوابط و الشروط التي من شأنها تطبيقها ضمان دستورية النص المطعون فيه ولا يمكن تطبيق النص التشريعي بدون هذه الشروط و الضوابط وهو ما يعرف بالمعالجة الفردية للنقص التشريعي . يراجع في ذلك د/ عبدالحفيظ لشيبي، رقابة النقص التشريعي في قضاء المحكمة الدستورية العليا ، دار النهضة .

^٤ د / رمضان دسوقي شعبان ، رقابة القضاء الدستوري علي النقص التشريعي ، رسالة دكتوراه ، جامعة حلوان ، ص ٢٦ مشار لدية : د / محمد عماد النجار ، في القضاء بعدم دستورية النقص التشريعي ، مجلة الدستورية ، العدد السابع عشر ، السنة الثامنة ، ابريل ٢٠١٠ .

Chambre des représentants de prendre la décision finale à leur sujet, que ce soit en les approuvant et en les promulguant ou en introduisant des amendements et en les reportant pendant un certain temps. Un autre est approprié pour son aspect de ces sujets, car il est le propriétaire de l'original compétence dans la législation.

- *Comment combler l'omission législative :*

Plusieurs comités qualitatifs sont inclus dans la formation du Sénat qui enquêtent sur les effets de la mise en œuvre des lois qui affectent les intérêts des citoyens et étudient l'impact législatif de ces lois.¹ Cette compétence du Sénat est cohérente avec son rôle consultatif et comprend celles avec une expertise et des compétences, de sorte qu'il recherche les lois qui présentent des lacunes Législative - cette lacune est devenue évidente lors de l'application de la loi sans qu'il soit nécessaire de statuer sur son inconstitutionnalité par la justice constitutionnelle ou un sujet où les citoyens doivent émettre une loi la réglementant et il n'était pas réglementé par la Chambre des représentants.

Après que le Sénat, à travers ses commissions, ait examiné ces lois et sujets, il prépare un projet de loi pour le soumettre à la Chambre des représentants, qui a compétence pour émettre des lois, car le Sénat a un rôle consultatif et un assistant de la Chambre des représentants .

Parmi ces commissions spécifiques qui composent le Sénat figure la Commission des affaires constitutionnelles et législatives, comme le stipule l'article 38 du règlement intérieur du Sénat :

"Sont instituées au Sénat les commissions spécifiques suivantes : 1- La Commission des affaires constitutionnelles et législatives..... "

L'article 46 du règlement intérieur du Sénat définit les compétences des commissions qui entrent dans sa formation, y compris la Commission des affaires constitutionnelles et législatives. Parmi les compétences de cette commission figurent les affaires constitutionnelles, proposant l'amendement des lois conformément aux principes de la charia islamique et les dispositions de la Constitution, en assistant le Conseil et ses commissions dans l'élaboration des textes législatifs.

Il ressort clairement de ces compétences que la commission des affaires constitutionnelles et législatives est soucieuse de combler les lacunes

¹تنص المادة ٦٢ من اللائحة الداخلية لمجلس الشيوخ علي انه "تتقصى كل لجنة من اللجان النوعية آثار تطبيق القوانين التي تمس مصالح المواطنين الأساسية والمتعلقة بنطاق اختصاصها، كما تدرس الأثر التشريعي لهذه القوانين، وتبحث مدى اتفاق القرارات المنفذة لها مع أهداف القانون، وعليها أن تقدم تقريراً إلى رئيس المجلس بنتائج متابعتها والاقتراحات التي تراها في هذا الشأن، ولمكتب المجلس أن يستطلع رأي اللجنة العامة في هذه التقارير لاتخاذ الإجراءات المناسبة في شأنها.

législatives en son sein, étant donné que les lacunes législatives sous ses deux formes relèvent des affaires constitutionnelles dont cette commission s'occupe, car elles sont en violation de la dispositions de la Constitution, qu'il s'agisse d'une omission totale ou partielle, car la carence totale se produit Lorsqu'un sujet n'est pas réglementé, la constitution est obligée de l'organiser, mais la carence partielle est la réglementation d'une question qui ne fait pas obstacle la constitution prévue.

De plus, la déficience partielle est souvent due à une lacune dans la rédaction, et cela relève également de la compétence de la commission - assistant le Conseil et ses commissions dans la rédaction des textes législatifs - elle rédige donc les textes sur lesquels la commission a examiné et il s'avère qu'ils présentent des lacunes dans les termes, et certaines jurisprudences voient une troisième image de la déficience législative, qui est la déficience générale,¹ que certains voient entrer dans la notion de déficience totale, et elle relève également de la compétence du comité en termes de proposition de modification des lois conformément aux dispositions de la constitution.

Cette compétence l'appuie dans toute la mesure prévue à l'article 97 du règlement intérieur du Sénat. Lors de l'examen d'un projet de loi ou d'un sujet de sa compétence, la commission peut demander toutes études ou recherches et elle peut comprendre des experts ou des techniciens et tout ce dont elle a besoin. pour soutenir son rôle.²

Le Sénat, par le biais de la Commission des affaires constitutionnelles et législatives, étudie les lois présentant des lacunes, les sujets pour ceux qui sont réglementés et les lois qui doivent être amendées pour se conformer aux dispositions de la Constitution. Il les étudie et prépare un projet de loi. Il peut ainsi solliciter le concours d'études et de recherches ou d'experts, puis le soumettre au bureau du Conseil pour être présenté au Conseil Pour prendre la décision. Si le projet est approuvé, il est transmis à la Chambre des représentants pour prendre la décision finale, que ce soit en la rendant, en la rejetant ou en ajournant son examen à une date ultérieure, parce qu'il a compétence initiale pour légiférer et que ce que fait le Sénat revient à assister la Chambre des représentants dans sa compétence.

¹ وهو يتعلق بمواجهه حالات قانونية غير حصرية توجد في عموم التشريعات و الموضوعات حتي تكون ملائمة للقواعد الجديد للدستور يراجع د محمد فريد المشايخ ، رقابة القضاء الدستوري للنقص التشريعي ، دار النهضة ، ٢٠٢١ ، ص ٨٢.
² تنص المادة ٩٧ من اللائحة الداخلية لمجلس الشيوخ على انه " للجنة أن تطلب من خلال رئيس المجلس عند نظرها لمشروع قانون أو لموضوع يدخل في اختصاصها، جميع الدراسات والبحوث والمعلومات والإيضاحات والإحصاءات والبيانات والوثائق التي اعتمدت عليها الحكومة في إعداد المشروع أو ذات الصلة بالموضوع، وللجنة أن تطلب حضور الخبراء والفنيين والأخصائيين الذين أسهموا في ذلك لعرض الأمور المتعلقة بالمشروع أو الموضوع ..".

- **Conclusion :**

Après avoir discuté de la constitutionnalité du traitement par le Sénat de la carence législative et de sa méthode, nous constatons que l'entrée du Sénat pour aider la Chambre des représentants à remédier à la carence législative est une question de grande importance à plusieurs égards, dont le premier est l'importance de remédier à la carence législative en général afin de préserver les dispositions de la Constitution et les droits et libertés qui y sont énoncés. La seconde est que le traitement est purement législatif, le Sénat assistant la Chambre des représentants dans cette affaire sans l'ingérence d'autres autorités. La troisième est d'accroître les pouvoirs du Sénat et d'en tirer le meilleur parti possible.

Par conséquent, nous recommandons d'activer le rôle du Sénat dans la vie législative et d'en tirer profit et de ce qu'il comprend d'universitaires et d'experts, et que la Chambre des représentants assiste le processus législatif, qui joue un véritable rôle dans l'allègement des charges que la Chambre des représentants porte.

Le Sénat doit aussi avoir un rôle à jouer pour remédier aux carences législatives notamment, en le stipulant explicitement dans sa propre loi, que ce soit en ce qui concerne les carences totales, en déterminant à travers ses commissions, comme nous l'avons évoqué plus haut, les questions dont l'organisation a été négligée et mentionnés dans la Constitution Organisé et présenté au Parlement.

Il inclut également le texte sur son rôle dans le traitement de la déficience partielle en enquêtant à travers ses commissions également sur les textes et les effets de leur application et l'ambiguïté des termes ou des lacunes de l'organisation, en les réorganisant et en les soumettant à la Chambre des représentants.

Le Sénat doit également enquêter sur les décisions rendues par la justice constitutionnelle en ce qui concerne les lacunes qui entachent le texte de réfutation qui a été jugé inconstitutionnel pour ces lacunes, et réorganiser la question et éliminer les lacunes et la soumettre à la Chambre des représentants pour le délivrer.

Et pour le Sénat de donner suite aux dispositions de la magistrature constitutionnelle concernant la carence législative pour les mettre en pratique en remédiant aux insuffisances qui ont été entachées par le texte d'appel et en le

soumettant à la Chambre des représentants, afin d'assurer la rapidité de son traitement.

List of References:

Translated Arabic References:

1. Azawi Abdul Rahman, Controls on the Distribution of Jurisdiction between the Legislative and Executive Branches, Comparative Study in Determining the Scope of Both the Law and the Regulation, Part I, Western Publishing and Distribution House, 2009.
2. Dr. Abdel Aziz Salman, Control of the Constitutional Judiciary Deficiency, Constitutional Journal, No. 15, April 2009.
3. Dr. Abdel Hafiz Al - Shimi, Control of Legislative Deficiency in the Supreme Constitutional Court, Dar Al-Nahda Al - Arabi.
4. Dr. Abdulkader Al-Shakhli - Legal Drafting Art - Legislation and Jurisprudence - Library of the House of Culture for Publishing and Distribution - Amman - 1995.
5. Dr. Ahmed Fathi Sareh, Constitutional Protection of Rights and Freedoms, Al Sharqq House, 1999.
6. Dr. Eid Ahmed Al-Ghafloul, Idea of Negative Jurisdiction of the Legislator, Arab House of Renaissance, 2003.
7. Dr. Hassan Syed Ahmed Ismail, Political System of the United States of America and England, Omdurman University, School of Social Studies, House of the Arab Renaissance.
8. Dr. Olam Elmer, Constitutional Legitimacy Control, René-Jean Debouy Centre for Law and Development 2003.
9. Dr. Ramadan Dsouki Sha'aban, Oversight of the Constitutional Elimination of Legislative Deficiency, PhD thesis, University of Halwan.
10. Dr. Ramadan D'Suqi Sha'aban, Oversight of Constitutional Justice on Legislative Deficiency, doctoral thesis, University of Halwan.
11. Dr. Shady Mohamed Salah, Arab House of Renaissance, Cairo, 2019.
12. Kelali Zahra, Legislative Deficit and Constitutional Control, Comparative Study, Master's Thesis, Faculty of Law and Political Science, Abubakar University, Alkaid, 2013-2012.

Cases and Judgements:

1. Judgement of the Supreme Constitutional Court in case No. 193 of 1999.

2. Judgement of the Supreme Constitutional Court in Case No. 44, Judicial Year 28, "Constitutional" at the session of 13 December 2018, Golden Encyclopedia, vol. I.
3. Judgement of the Supreme Constitutional Court of the Pleas No. 243b = of the year 21. 14/11/2000, Official Gazette No. 46 of 16/11/2000.
4. Ruling of the Supreme Constitutional Court in case No. 39 G.D. sat 2/3/2019, The Golden Encyclopedia, vol. I.

English References

1. Eduardo Gongora Mera, Inter - American judicial-constitutionalism : On the Constitutional Rank Of Human Rights Treaties in Latin America through National and Inter - American Adjudication , I.I.D.H, 2011 .
2. Juan Louis Requejo, The problems of legislative omission in constitutional jurisprudence, XIV Conference of Constitutional Courts of Europe, Vilnius , May 2008.